



Commentaires sur l'enquête « Résilience-Martinique »

Afin d'éclairer non seulement les travaux du groupe de réflexion que nous avons constitué à la Martinique, mais aussi afin d'apporter au professeur Boris CYRULNIK -que nous avons l'honneur d'accueillir ici- quelques indications pertinentes quant à la compréhension de notre société, nous avons effectué une enquête d'opinion par le biais d'Internet.

Mis au point avec le concours du professeur Aimé CHARLES-NICOLAS, puis validé par Monsieur CYRULNIK lui-même, le questionnaire a été mis en ligne courant juillet 2012, et nous avons invité par circulaires email les Martiniquais à y répondre, en annonçant que le but de cette opération était de tenter de définir une démarche nouvelle pour atteindre un mieux-vivre ensemble.

À ce jour (le 08/11/2012), 674 personnes ont consacré quelques minutes de leur temps à le remplir directement en ligne, de façon anonyme, sur le site web www.resilience-martinique.fr Pour l'interprétation des données ainsi récoltées, nous avons ensuite fait appel à une entreprise locale spécialisée.

Il est important de préciser en préambule qu'il ne s'agit pas, en l'espèce, d'un échantillon représentatif de la population martiniquaise et que, par conséquent, les résultats obtenus reflètent uniquement l'opinion de celles et ceux qui ont répondu par internet au questionnaire. Il est permis de penser que le fait, pour ces personnes, de se connecter puis de remplir le questionnaire traduit une certaine motivation de leur part, ou encore une sensibilisation particulière aux problématiques annoncées dans la présentation de l'enquête.

La proportion d'hommes et de femmes ayant répondu au questionnaire est à peu près comparable à celle de la population martiniquaise.

En revanche, le niveau de revenu mensuel de ceux qui ont répondu est supérieur à la moyenne des Martiniquais, puisqu'il s'établit à près de 3.000 euros par mois.

Nous constatons ensuite que les jeunes ne sembleraient être guère concernés par cette problématique, puisque seulement 7% des répondants

ont moins de 30 ans, ce qui est très en-deçà du poids de cette tranche d'âge dans la population martiniquaise.

En fait, le gros contingent de réponses provient à 51% de personnes âgées de 41 à 60 ans ; et si l'on y rajoute la tranche des 61 ans et plus, au total 70% des répondeurs ont entre 41 et 70 ans.

Il y a à l'évidence une large sur-représentation des 40-70 ans ayant des revenus supérieurs à la moyenne. Le sujet intéresse donc un segment très particulier de la population martiniquaise, segment au sein duquel se situe généralement non seulement le personnel politique martiniquais, mais encore ceux qui se disent ici penseurs ou intellectuels. Serait-ce là une génération conflictuelle ?

Quant au peu d'intérêt de nos jeunes pour cette enquête, serait-ce un signe que pour eux le temps passe et ferait son œuvre, et que les ressentis évoluent ?

Après les questions traditionnelles liées au profil socio-professionnel de l'interviewé, la première question était la suivante : "Pensez-vous qu'il existe un mal-être au sein de la société martiniquaise ?". 95% des interviewés y ont répondu massivement OUI. Mais quoi d'étonnant, si l'on se rappelle la motivation ou la sensibilisation, ci-dessus évoquées, des personnes ayant répondu à l'enquête.

À la deuxième question "Quelles sont, selon vous, les causes de ce mal-être dans le monde du travail ?", les réponses obtenues sont les suivantes, par ordre croissant d'importance :

- La dureté du travail : 10 %
- La dureté du patronat : 31%
- Les inégalités hommes/femmes : 35 %
- Les salaires : 37%
- Le manque de qualification des employés : 43%
- Les questions ethniques : 57%
- Le manque de dialogue avec le patronat : 58%
- Le manque de motivation des employés : 61%
- Et enfin, l'héritage de l'esclavage et de la colonisation : 68%

Ainsi, près de 60% des répondeurs pensent que les questions ethniques constitueraient une cause importante ou principale du mal-être sociétal ; et 2 sur 3 considèrent que le monde du travail serait encore marqué par le poids de notre passé. Nous voilà au cœur du coco, comme on dirait ici. Il est vrai qu'une expression locale courante prétend "*Man ka travaye pou béké a*",

identifiant de la sorte tout employeur martiniquais aux descendants des colons blancs.

L'image qu'ont nos interviewés -représentatifs de ceux qui s'intéressent au sujet, rappelons-le- est pour le moins préoccupante, 164 ans après l'abolition de l'esclavage !

Mais cette vision, que l'on peut qualifier de collective, ne serait-elle pas éloignée d'une perception individuelle ? On peut en effet penser que, si l'on avait posé la question de façon plus individuelle ("Vous personnellement, dans votre travail, ressentez-vous un mal-être dont la cause serait imputable à l'héritage de l'esclavage et de la colonisation ?"), les résultats auraient pu être totalement différents. La vision collective correspond-t-elle au vécu individuel ? La question mériterait d'être posée.

La question suivante portait sur le mal-être ressenti dans les rapports interpersonnels ; si l'une des causes importantes ou principales relèverait à 56% des questions ethniques, 66% des personnes concernées par le sujet considèrent que cela relèverait de l'héritage de l'esclavage et de la colonisation ; la perte des valeurs familiales viendrait ensuite avec 71% d'opinions, cependant que le manque de dialogue est évoqué par 61% des répondeurs. Au total, 76% d'entre eux estiment que l'héritage de l'esclavage et de la colonisation aurait une influence importante sur la société martiniquaise ! Là encore, la vision collective correspond-elle au vécu individuel ?

Plus clairement, 62% des ces interviewés estiment que le sujet de l'esclavage et de la colonisation serait un sujet conflictuel ou de mal-être, alors que seulement 18% d'entre eux le considèrent comme un sujet de dialogue positif. Et très majoritairement, 76% souhaiteraient qu'il soit abordé plus librement au quotidien. Ainsi, pour ce segment de la population, nous serions face à une vraie cause de mal-être, dont on ne parlerait pourtant pas suffisamment, ni librement, puisque 14% des sondés la considèrent comme étant un sujet tabou ou gênant.

Nos répondeurs disent connaître le concept de résilience à 64%, et la moitié d'entre eux auraient déjà été confrontés à une démarche de résilience. Nous sommes donc en terrain plutôt bien connu, mais si le tiers d'entre eux se serait fait aider par un psychiatre ou un psychologue, la plus grande partie - 44%- ne l'aurait pas fait, et 26% auraient fait appel à une "autre" aide. En tout cas, 90% affirment s'en être sortis tout seuls.

Mais est-on toujours conscient d'avoir vécu une situation pouvant déboucher sur une démarche de résilience ? 64% de nos interviewés prétendent que

OUI, et 47% d'entre eux déclarent avoir déjà été victimes de cataclysmes, de pertes de proches ou de maladies ayant entraîné des conséquences graves, dont ils se sont sortis seuls à 65%.

La démarche de résilience, on l'a vu plus haut, est donc connue de nos répondeurs, qui très majoritairement -à 90%- considèrent qu'elle pourrait concerner plusieurs personnes, voire toute une population. Plus précisément, 75% estiment qu'elle pourrait justement s'appliquer au traitement du sujet qui nous concerne ici. Relevons cependant que 14% d'entre eux avancent que cela ne serait pas nécessaire.

En conclusion, le segment de population ayant répondu à notre enquête considère que l'héritage de l'esclavage et de la colonisation a une influence importante sur notre société martiniquaise, que ce sujet n'est pas assez débattu, et qu'à son propos une démarche de résilience collective pourrait s'appliquer chez nous. Et surtout, 84% d'entre eux seraient prêts à participer à cette réflexion générale. Voilà qui est fort prometteur pour les travaux que nous inaugurons ici, maintenant, avec vous tous !

**Celles et ceux qui souhaitent apporter une contribution à cette démarche peuvent s'inscrire à l'adresse suivante :
resilience.martinique@gmail.com**